



CHAUMONT, le 3 février 2020.

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 3 FEVRIER 2020

Madame la présidente,

Alors que le gouvernement poursuit la mise en œuvre du projet libéral de destruction du modèle social avec le projet de réforme des retraites et la remise en cause des services publics, la DGFIP et ses personnels sont depuis des années au cœur de cette cible idéologique. Soumis à de nombreuses restructurations, à des vagues successives de suppressions de postes (25 000 depuis sa création), à un management contraignant et à une hausse de la charge de travail, les agents des finances publiques subissent une dégradation continue et préoccupante de leurs conditions de travail.

Dans cette période inédite, il était devenu indispensable à Solidaires Finances Publiques de dresser un bilan et une analyse de l'ensemble de ces évolutions, de leur impact sur les conditions de travail des agents et d'exposer certaines propositions pro actives pour amélioration de celles-ci. C'est le sens du rapport de notre organisation intitulé « La réforme nuit gravement... » publié le 21 janvier 2020.

Solidaires 52 vous invite vivement à en prendre connaissance.

En cette période de lutte sociale, de nombreux agents des finances publiques se sont mobilisés et mis en grève pour manifester leur mécontentement contre l'évolution de leur métier, de leur statut et de leur retraite à venir. Les attaques du gouvernement sont multiples et atteignent les notions fondamentales de la fonction publique et du service public.

Les agents comme les usagers sont victimes de ces évolutions néfastes, notamment par la disparition des missions de service public orchestrée par le gouvernement.

Comme tous les ans « galette rime avec disette » ! Disette qui signifie suppressions d'emplois à la DGFIP et donc détérioration encore un peu plus des conditions de travail des agents et un repli du service rendu aux usagers.

Mais restons optimistes, la facture d'emplois pour la Haute-Marne se porte à 2 emplois supprimés en 2020. Cela faisait longtemps qu'on attendait une meilleure nouvelle. En même temps notre département avait été tellement bon élève ces dernières années qu'il ne reste plus grand-chose à supprimer.

Qui plus est, 2 suppressions d'emplois ne sont pas à proprement parler une bonne nouvelle – cela reste toujours 2 suppressions de trop, et cela est à mettre en parallèle avec les 1 500 suppressions au niveau national – nous pouvons dire que cela n'est pas une mauvaise nouvelle. Cela nous change.

Cela nous change de la dégradation de nos conditions de travail.

Cela nous change de l'externalisation, de la privatisation, de l'abandon de nos missions.

Cela nous change de la destruction de notre statut.

Cela nous change de l'abandon de notre maillage territorial.

Cela nous change du gel du point d'indice.

Cela nous change de la détérioration de nos retraites.

Car de vraies bonnes nouvelles, cela fait bien trop longtemps que nous n'en avons pas entendues à la DGFIP.

Si cette « pause » dans la mécanique consistant à supprimer chaque année méthodiquement une douzaine d'emplois à la DDFIP de la Haute-Marne pourra faire souffler les collègues, il n'en reste pas moins vrai que la situation des effectifs du département est dramatique.

Et ce ne sont pas les nouvelles réorganisations prévues pour le réseau et annoncées au compte gouttes qui vont rassurer les agents. Bien au contraire...

Par ailleurs, l'administration centrale a un sens de l'humour décidément très développé puisqu'après avoir osé nous inviter à répondre une nouvelle fois à l'observatoire interne, celle-ci nous invite cette fois à répondre à une enquête sur l'informatique à la DGFIP. Cette dernière pose tant de problèmes que la centrale a cru bon de ne cibler que les 2 applicatifs qui en posent le plus...

Il est grand temps que la centrale se préoccupe de ce sujet et y mette les moyens adéquats. Il est en effet difficile de vendre une administration 3.0, des démarches simplifiées pour les usagers, ou des interlocuteurs disponibles par tous moyens alors que l'informatique n'est pas au niveau et ce, dans tous les services. Pendant que CAP NUMERIQUE travaille sur l'intelligence artificielle, l'IA et l'art, l'IA et les MOOC, le hackathon, multiplie les séminaires sur l'accessibilité au numérique, les agents du réseau mettent une heure à voir une page du portail métier s'afficher sur leur écran.

L'IA, vendue à grand renfort médiatique, ne sera pas efficace sans agents pour l'exploiter.

Solidaires 52 ne siègera donc pas au CTL emplois, car la DGFIP a absorbé 22671 emplois sur les dix dernières années et que ces suppressions sont à l'origine des innombrables réorganisations que nous subissons, réorganisations qui mettent à mal nos conditions de travail mais aussi la qualité du service rendu aux usagers.